

Abo Pour sauver les entreprises

Les économistes de la task force veulent le retour des prêts Corona

Marius Brülhart, prof à HEC Lausanne et membre de la task force, plaide avec ses collègues pour le retour de cet instrument qui a permis de maintenir de nombreuses PME en vie durant le premier confinement.



Jocelyn Rochat

Publié aujourd'hui à 11h37



Selon Marius Brülhart et les autres membres de la task force, le meilleur instrument serait d'accorder des prêts maintenant, et de faire les comptes quand la crise sera terminée.

Yvain Genevay / Archives

Pourquoi demandez-vous le retour des prêts Corona?

La question qui se pose aujourd'hui, c'est de savoir quel est le système intelligent qui permettra d'aider les entreprises à gérer leurs coûts non salariaux, pour éviter de distribuer l'argent du contribuable à des firmes qui sont vouées à l'échec, sans être trop radin non plus, afin que les firmes qui pourraient survivre maintiennent leur activité. À la task force, nous sommes tous d'accord pour penser que le meilleur instrument, c'est d'accorder des prêts maintenant, et de faire les comptes quand la crise sera terminée.

Pourquoi a-t-on cessé d'accorder ces prêts?

Ce programme a été arrêté à la fin juillet, comme c'était prévu dès le début. La Confédération avait décidé d'engager 40 milliards de francs pour cela, et seuls 17 ont été utilisés. Désormais, les discussions portent sur la manière de renouveler une aide aux PME affectées, alors que le pays traverse une deuxième vague de la pandémie.

L'Administration fédérale ne va pas dans le même sens que vous?

Une réflexion y est en cours. Mais l'instrument dont on a parlé jusqu'ici comme substitut aux prêts corona, c'est de rechercher une solution pour les cas de rigueur. Il s'agirait de libérer quelque 200 millions pour cofinancer des paiements effectués par les cantons. Dans ce scénario, ce serait aux cantons de distribuer de l'argent aux entreprises qui souffrent de la baisse d'activités due au Covid-19 et, pour chaque franc donné par le canton, la Confédération ajouterait un autre franc.

«Dans le groupe des économistes, nous pensons que 200 millions, ce n'est pas suffisant.»

Marius Brülhart, prof à HEC Lausanne et membre de la task force

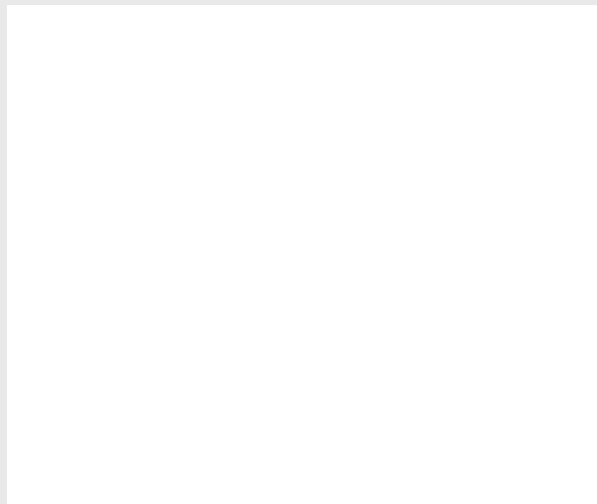
Cette solution ne vous convainc pas?

Non. C'est une idée qui est née durant l'été, quand beaucoup imaginaient que la crise était maîtrisée et que le pire était derrière nous. Dans le groupe des économistes de la task force, nous pensons que ce n'est pas suffisant.

Pourquoi?

Premièrement, en volume, 200 millions, ça reste un petit montant vu l'ampleur de la crise. Et deuxièmement, nous ne sommes pas convaincus par le mécanisme. On parle de cas de rigueur, mais qui décide de ce qui est un cas de rigueur? Si, par exemple, il y a cent hôtels à Genève qui peinent à survivre, qui va choisir les établissements qui seront aidés et le montant qui leur sera alloué? Je ne vois pas comment il est possible de distribuer de l'argent à des cas de rigueur de façon objective et transparente en cours de route, lorsque la durée et la profondeur de la crise sont encore inconnues.

SUITE APRÈS LA PUBLICITÉ



C'est pour cela que vous préférez la réouverture des prêts corona?

Oui. L'instrument existe déjà, et on peut le rouvrir demain sans préparer un nouveau mécanisme. Et surtout, on ne sait pas quelle sera la durée de cette crise. Actuellement, on parle de l'arrivée d'un vaccin et on peut imaginer que l'été prochain, la pandémie sera derrière nous. Mais ce n'est pas une certitude. Il faudra s'adapter si la crise se prolonge au-delà de 2021.

«Plus la crise va durer, et plus il faudra encourager les gens à emprunter.»

Marius Brülhart, prof à HEC Lausanne et membre de la task force

Les prêts, c'est un système durable?

Tout à fait. Et nous recommandons encore de dire aux gens que, plus la crise va durer, et plus il faudra les encourager à emprunter, et leur assurer que ces prêts sont construits de façon à ne pousser personne vers la faillite.

Parce que vous imaginez qu'une partie de ces prêts ne seront jamais remboursés?

Formellement, au moment de l'emprunt, cela reste des prêts qui sont entièrement remboursables. Mais ça ne doit pas nous empêcher de réfléchir par la suite. Il faudra probablement se demander s'il n'y a pas des cas de rigueur où cela ferait peut-être sens d'effacer une partie de ces dettes pour certains secteurs dans certaines régions. Mais on ne peut pas le faire au milieu de la bataille, quand on ne sait pas encore combien de temps elle peut encore durer. Il faut mettre cet outil à disposition. Si les entreprises n'en ont pas besoin, tant mieux.

La Suisse ne risque-t-elle pas d'aider des entreprises qui étaient déjà fragiles avant la crise, et donc de maintenir en vie ces fameuses entreprises zombies?

Il y a un risque, on ne peut pas le nier. Mais il y a des risques des deux côtés, si on est trop généreux avec l'argent du contribuable, et si on est trop pingre. Dans cette situation de crise exceptionnelle, je préfère garder artificiellement en vie des entreprises durant quelques mois, plutôt que de risquer une vague de faillites et un manque de dynamisme de firmes qui sont viables. Et une fois de plus: en regardant de près chaque cas après coup plutôt qu'en pleine crise, on pourra maximiser la probabilité de ne pas distribuer l'argent du contribuable inutilement.

«Il y a des risques des deux côtés, si on est trop généreux avec l'argent du contribuable, et si on est trop pingre.»

Marius Brülhart, prof à HEC Lausanne et membre de la task force.

On pourrait le faire d'autant plus facilement que la Suisse ne compte pas pays qui ont libéré le plus d'argent pour aider ses entreprises...



Il est possible que la Suisse a été moins généreuse que l'étranger, mais il est aussi possible qu'il y a eu moins de besoins. La baisse d'activités en Suisse a été moins sévère que dans d'autres pays qui ont été frappés plus sévèrement par la première vague. Maintenant, nous sommes malheureusement en tête du peloton. Malgré cela, la plupart de l'économie a continué à fonctionner.



Quel bilan faites-vous de la gestion du premier confinement, sur le plan économique?

Avec le chômage partiel et l'allocation pour perte de gains, nous avons eu de très bons instruments pour compenser, quand certains secteurs ont vu leur chiffre d'affaires chuter, voire s'effondrer. Pour les autres coûts, qui ne sont pas liés à la main-d'œuvre, comme les loyers et toutes sortes d'intérêts, il fallait un autre outil. Il y a eu ces prêts corona, qui ont été mis en place rapidement et de manière non bureaucratique. Il reste le problème des loyers commerciaux, pour lesquels la task force propose un cofinancement de la Confédération pour inciter les propriétaires et les locataires à trouver des solutions.

La proposition complète des économistes de la task force se trouve ici, elle est intitulée [Unterstützung für Unternehmen in der zweiten COVID-19-Welle](#)

Publié aujourd'hui à 11h37

0 commentaire